

## **ATELIER DES PARTIES PRENANTES SUR L'ACQUISITION DE ET LA FOURNITURE EN PESTICIDE POUR LA LUTTE ANTIACRIDIEENNE**

Siège de la FAO, Rome  
German Room (Bâtiment C, 2<sup>e</sup> étage, salle C-229)  
2-3 septembre 2015

### **(ORDRE DU JOUR, POINT 3: QUESTIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS)**

#### **COMPATIBILITE DES FORMULATIONS AVEC LES EQUIPEMENTS**

##### **Introduction**

Lors d'une récente campagne de lutte contre le Criquet migrateur malgache (2013/2014) à Madagascar, les cuves d'insecticide d'un hélicoptère et d'un avion de traitement ont été fortement endommagées par une formulation insecticide en UBV. Cela est probablement dû à la présence, dans le produit, d'un co-formulant, qui est un puissant solvant pouvant détériorer les résines polyester et époxy.

Le Groupe Consultatif des Pesticides, après avoir étudié ce cas, a recommandé lors de sa réunion en 2014 :

« Afin d'éviter les détériorations des équipements de pulvérisation par des formulations insecticides en UBV, le GCP a recommandé que, lors de l'acquisition d'insecticides, le fournisseur indique tous les solvants présents dans la formulation et certifie qu'ils n'endommageront pas les équipements de pulvérisation utilisés en lutte antiacridienne. De plus, le GCP a recommandé qu'une réunion soit organisée entre les fabricants des équipements de pulvérisation et ceux de pesticides pour identifier les solvants qui doivent être proscrits des formulations UBV pour la lutte antiacridienne. »

##### **Options suggérées**

Pour éviter l'acquisition de formulations insecticides qui pourraient détériorer les équipements de pulvérisation, les actions suivantes pourraient être prises :

1. L'établissement par la FAO, en collaboration avec les fabricants d'équipements de pulvérisation de pesticides, d'une liste de solvants/co-formulants incompatibles avec des parties spécifiques des équipements et avec des matériels communément utilisés en lutte antiacridienne.
- 2a. L'établissement par les fournisseurs d'insecticides d'une liste de tous les co-formulants (ou de tous les co-formulants excédant une concentration critique), qui fera partie du document de réponse à l'appel d'offre de la FAO. Cette information peut être considérée « information commerciale confidentielle » et ne sera pas divulguée par la FAO (sauf pour les co-formulants qui relèveraient de la classification de risque SGH, considérée comme une information publique).
- 2b. L'indication par la FAO, dans les exigences de l'appel d'offres, de la liste des solvants/co-formulants incompatibles avec des parties spécifiques des équipements et des matériels communément utilisés en lutte antiacridienne. La garantie formelle des fournisseurs lors de la soumission de leur offre que le produit qu'ils fournissent ne contient pas ces solvants/co-formulants ou des solvants/co-formulation ayant des caractéristiques similaires. L'exigence par

la FAO d'une compensation par le fournisseur au cas les équipements de pulvérisation seraient endommagés à cause de la présence de co-formulants incompatibles.

### **Points de discussion**

La réunion pourrait discuter les points suivants :

- Devrait-on établir une « liste de comptabilité » entre des parties des équipements/matériel de pulvérisation et les solvants/co-formulants des formulations insecticides ? Si oui, comment cela peut-il être fait de la manière la plus efficace possible ?
- Les fournisseurs d'insecticides devraient-ils déclarer tous les co-formulants dans leur offre à la FAO?

*ou*

- Les fournisseurs d'insecticides (et eux seuls) devraient-ils certifier la compatibilité de leur produit avec certains équipements de pulvérisation au risque qu'une compensation soit appliquée par la FAO ?